MANIFESTE DES ENSEIGNANTS DES UNIVERSITÉS, CHERCHEURS ET SCIENTIFIQUES DU MONDE POUR LA RECONNAISSANCE ET DIGNIFICATION DES LANGUES MINORITAIRES D'ARAGON

*C'est comme un oiseau qui perd les plumes.
On voit passer une d'elles poussée par le vent, et au revoir:
un autre mot qui a disparu.*

Johnny Hill, Jr., de Parker, Arizona,
l'un des derniers locuteurs de "chemehuevi".

Toutes les deux semaines une langue meurt. Il est possible que d'ici la fin du siècle aient disparu près de la moitié des quelques 7.000 langues parlées aujourd'hui dans le monde, en tant que les communautés abandonnent leurs langues propres en faveur des plus importantes.

Dans l'Atlas des langues du monde en péril de l'Unesco (2010) l'aragonais est inclus comme une de celles qui sont dans cette situation, peut-être l'une des langues de l'Union Européenne qui a un avenir pire pour sa conservation. Pour sa part, le catalan parlé en Aragon a subi une baisse claire et une castellanization en l'absence d'outils adéquats en matière de normalisation.

Au total, 100.000 personnes (7% de la population totale d'Aragon) parlent l'une des deux langues minoritaires, un patrimoine immatériel de toute l'humanité dont la conservation, tout le monde, en particulier les gouvernements, est responsable.

En 2009, le Parlement d'Aragon a adopté une loi sur l'utilisation, la protection et la promotion qui a reconnu l'existence à la fois du catalan et de l'aragonais que garantissait l'apprentissage (volontaire) dans l'éducation formelle et les droits des locuteurs, y compris le droit de s'adresser et à être répondu par l'Administration (dans certains cas), dans leurs langues respectives. Cette loi n'a été jamais appliquée.

Le gouvernement actuel d'Aragon, en ignorant les normes internationales (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Charte Européenne des Langues Régionales ou Minoritaires...), l'état (la Constitution Espagnole de 1978) et le Statut d'Autonomie prétend, en abolissant la loi 2009, l'adoption d'une norme qui nie l'existence à la fois du catalan et de l'aragonais et la condamnation de ces deux langues (avec un important patrimoine littéraire et un présent intéressant de création) à l'invisibilité et à moyen terme à sa disparition.

C'est pourquoi les signataires de ce manifeste, les membres de la communauté scientifique, montrent leur soutien à la reconnaissance explicite de l'aragonais et du catalan parlé en Aragon, ainsi que les droits des parleurs actifs, pour un développement public normal de ces deux langues, en application du droit international dans ce domaine et sur un pied d'égalité avec le reste des langues de l'Espagne, l'Europe et le monde.

[Je soutiens ce manifeste](#)